



N° 11F0027MIF au catalogue — N° 004

ISSN: 1703-0412

ISBN: 0-662-87140-5

Documents de recherche

Statistiques sur le commerce des sociétés affiliées à l'étranger – 1999

La livraison des biens et des services sur les marchés internationaux

par Colleen Cardillo

Division de la balance des paiements, Statistique Canada
22^{ème} étage, Immeuble Coats, Ottawa, K1A 0T6

Téléphone: 1 613 951-8907 ou 1 613 951-1855 Télécopieur: 1 613 951-9031

Toutes les opinions émises par l'auteur de ce document ne reflètent pas nécessairement celles de Statistique Canada.



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

**Statistiques sur le commerce des sociétés affiliées à
l'étranger – 1999**
**La livraison des biens et des services sur les marchés
internationaux**

par

Colleen Cardillo

11F0027 N° 004
ISSN : 1703-0412
ISBN : 0-662-87140-5

N° 004

Division de la balance des paiements
22^e étage, Immeuble de R.H. Coats
Statistique Canada
Ottawa, K1A 0T6
art.ridgeway@statcan.ca téléphone: (613) 951-8907 ou
(613) 951-1855
Télécopieur : (613) 951-9031

Avril 2002

Ce document reflète les opinions de l'auteur uniquement et pas nécessairement celles de Statistique Canada.

Also available in English

Table de matières

Abstract	v
Résumé.....	1
Contexte et couverture	2
La fourniture de services par les sociétés affiliées à l'étranger d'entreprises canadiennes.....	3
Dans quels branches d'activité les ventes des sociétés affiliées à l'étranger prédominent-elles?.....	4
Quel est le profil géographique de l'activité des FATS?	7
Prochaines étapes.....	7
Qualité des données	8
Annexe	9
Propriété	9
Pays d'origine.....	9
Classification – Produit ou industrie.....	9
Variables économiques.....	9

Abstract

Les entreprises peuvent choisir de faire concurrence sur les marchés étrangers soit en produisant des biens et des services au Canada et en les exportant vers ces marchés, soit en établissant une présence commerciale à l'étranger par l'intermédiaire de sociétés affiliées. Ces sociétés utilisent le capital financier et le savoir-faire canadiens pour produire des biens et des services qu'elles vendront sur ce marché local ou d'autres marchés étrangers.

Les statistiques sur le commerce des sociétés affiliées à l'étranger (FATS selon l'acronyme anglais) mesurent les activités (i) des sociétés affiliées d'entreprises étrangères faisant affaire au Canada et (ii) des sociétés affiliées d'entreprises canadiennes faisant affaire à l'étranger. Le présent texte porte sur les activités des sociétés affiliées de multinationales canadiennes à l'étranger, ou FATS à l'étranger¹.

Le catalyseur de la mesure des statistiques sur le commerce des sociétés affiliées à l'étranger a été l'*Accord général sur le commerce des services (AGCS)*². Cependant, étant donné l'intérêt croissant pour les effets globaux de la mondialisation, les FATS englobent maintenant les biens et les services. Nous pouvons désormais examiner, dans un contexte canadien, le rôle des exportations transfrontalières par rapport à la production des sociétés affiliées à l'étranger d'entreprises canadiennes. En outre, il est possible de voir de quelle façon le secteur des biens et le secteur des services fonctionnent pour effectuer la livraison des produits et services. On peut aussi donner une vue générale des principaux secteurs d'activité et de l'origine des ventes de ces sociétés affiliées à l'étranger.

Mots clés : FATS, l'investissement, le commerce, les biens, les services

¹ Les données comparables sur les activités des entreprises étrangères qui font affaire au Canada ne sont pas encore recueillies.

² Mis en œuvre sous la direction de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Résumé

Comment les exportations transfrontalières se comparent-elles à la production des sociétés affiliées à l'étranger?

Le Canada est l'un des pays au monde les plus axés sur le commerce, mais c'est également l'un de ceux qui sont les plus axés sur l'investissement direct³. Les exportations, qui représentaient 43 % du produit intérieur brut (PIB)⁴, ont totalisé 417 milliards de dollars en 1999⁵. Par comparaison, les ventes des sociétés affiliées des investisseurs directs canadiens faisant affaire à l'étranger se montaient à 300 milliards de dollars, soit juste un peu plus de 70 % des exportations⁶.

Comment les secteurs producteurs de biens et les fournisseurs de services livrent-ils leurs produits dans les marchés étrangers?

Si les services sont le moteur de la production de l'économie canadienne (67 % du PIB⁷), les biens dominent les exportations canadiennes (88 %). En 1999, les exportations de biens se sont chiffrées à 365 milliards de dollars, tandis que les ventes des sociétés affiliées à l'étranger produisant des biens ont atteint 177 milliards de dollars, ou tout juste un peu moins de la moitié de la valeur des exportations transfrontalières⁸. **Les biens étaient surtout acheminés à l'étranger par livraison transfrontalière.**

Les ventes de services, par contre, avaient largement lieu par l'intermédiaire des sociétés affiliées à l'étranger. Les exportations transfrontalières de services⁹ ont atteint 52 milliards de dollars en 1999, tandis que les ventes des sociétés affiliées à l'étranger du secteur des services ont été de 124 milliards de dollars, c'est-à-dire plus de deux fois le montant des exportations transfrontalières. Étant donné que les statistiques sur le secteur des services prennent de plus en plus d'importance pour la surveillance d'accords commerciaux, comme l'AGCS¹⁰, et d'autres décisions stratégiques gouvernementales, il est particulièrement important d'examiner de près leur rôle dans le cadre général du commerce.

³ *NAFTA Quarterly*, Groupe Banque Scotia, hiver 2001, p. 3.

⁴ Produit intérieur brut fondé sur les dépenses aux prix du marché — 1999.

⁵ *La balance des paiements internationaux du Canada, premier trimestre de 2001*, tableau A.

⁶ Les ventes des sociétés affiliées à l'étranger d'entreprises canadiennes font partie de l'économie non résidente, mais les profits de ces sociétés reviennent aux investisseurs canadiens et sont inclus dans la balance des paiements du Canada.

⁷ Le produit intérieur brut aux prix de base par secteur d'activité pour 1999, en dollars constants de 1997.

⁸ Les ventes des sociétés affiliées à l'étranger sont fondées sur l'industrie ou l'activité économique de la société affiliée. Les exportations de biens et de services sont fondées sur la classification du bien ou du produit.

⁹ Y compris le voyage, le transport et les services commerciaux, mais à l'exclusion des services gouvernementaux.

¹⁰ Note : L'AGCS utilise le « produit » comme base, non l'activité industrielle.

Contexte et couverture

Une présentation détaillée des raisons d'être de ces statistiques ainsi qu'une proposition relative à la manière de les mesurer font l'objet d'un document de recherche intitulé *Statistiques du commerce des sociétés affiliées à l'étranger — Mesure de la mondialisation économique, Point de vue canadien — de la recherche à la réalité* (www.statcan.ca - Produits et services - Documents de recherche - Comptes nationaux - Division de la balance des paiements). En outre, les estimations globales des ventes et de l'emploi pour les FATS de 1998 ont été présentées dans un article intitulé *Statistiques du commerce des sociétés affiliées à l'étranger – premier aperçu* (*Bilan des investissements internationaux du Canada, 2000*, p. 18).

La qualité des données s'est considérablement améliorée pour les FATS de 1999. Les imputations faites pour les non-réponses et les valeurs manquantes accroissent la disponibilité et la fiabilité de ces statistiques (voir la note en fin de texte sur la qualité des données).

Pour mesurer les FATS des entreprises canadiennes faisant affaire à l'étranger, la Division de la balance des paiements a perfectionné le système statistique qui mesure déjà les investissements directs canadiens à l'étranger. Toutes les entreprises (environ 1 880) qui ont reçu le questionnaire intitulé *Capitaux investis à l'étranger par les entreprises canadiennes* ont été priées de faire état des emplois et des ventes de chacune de leurs filiales, sociétés associées et succursales (soit environ 4 800 entités étrangères).

Nous n'avons inclus que les données des sociétés affiliées étrangères à participation majoritaire (SAEPM), afin de nous conformer aux pratiques internationales relatives à la mesure des FATS. Pour des raisons opérationnelles, les institutions de dépôt et les succursales étrangères d'entreprises ont été exclues des estimations de 1999; toutes les données, à moins d'indication contraire, concernent donc les SAEPM n'appartenant pas au secteur bancaire. L'univers des SAEPM, à l'exclusion du secteur bancaire, comprend 1 439 entreprises canadiennes faisant état des activités de 3 725 sociétés affiliées à l'étranger.

La fourniture de services par les sociétés affiliées à l'étranger d'entreprises canadiennes

Il se peut que, pour de nombreux fournisseurs de services, la seule option soit d'établir à l'étranger une société affiliée, puisque la consommation et la production des services doivent être simultanées. Cette constatation s'appuie sur la croyance établie de longue date selon laquelle certains services sont, compte tenu de leur nature, offerts surtout par les sociétés affiliées à l'étranger¹¹.

Les améliorations technologiques ayant lieu dans les communications réduiront peut-être à l'avenir la nécessité de fournir localement les services, mais les estimations des États-Unis montrent que les ventes de services effectuées par des sociétés affiliées à l'étranger ont augmenté à un rythme plus rapide que les exportations transfrontalières depuis 1994¹². Pour ce pays, de 1997 à 1998, les ventes de services effectuées par des sociétés affiliées à l'étranger ont augmenté de 12 %, alors que les exportations transfrontalières de services ne se sont accrues que de 2,1 %¹³.

Bien qu'aux États-Unis les ventes des sociétés affiliées faisant affaire à l'étranger dominant maintenant les ventes de services sur les marchés étrangers, la contribution des exportations transfrontalières à l'offre internationale de services est encore considérable¹⁴. Ce n'est pas ce qui se produit au Canada, où les exportations transfrontalières de services sont relativement peu importantes. Pour tenter de déterminer la nature de cette différence, nous avons examiné la composition des exportations transfrontalières de services des deux pays.

Quoique certains services, de par leur nature, soient plus facilement offerts par l'intermédiaire des sociétés affiliées étrangères, d'autres, comme les voyages et le transport aérien de passagers (transport) sont par essence transfrontaliers. Nous avons par conséquent examiné la composition de ce type de services transfrontaliers pour les deux pays afin de déterminer si ce facteur contribue à expliquer la différence. Pour 1999, nous avons constaté que la répartition en grands groupes des services transfrontaliers est presque identique; la différence entre la proportion des exportations de services des deux pays ne semble donc pas découler de la composition globale de ces exportations.

¹¹ *Survey of Current Business November 2001*, p. 50.

¹² Étant donné que les États-Unis recueillent et rassemblent des FATS depuis de nombreuses années, nous effectuerons des comparaisons avec leurs données dans tout le présent article.

¹³ *Survey of Current Business November 2001*, p. 49. Ce sont les derniers renseignements que nous possédons pour effectuer des comparaisons d'une année sur l'autre. Compte tenu de la mise en œuvre du SCIAN en 1999, les comparaisons d'une année sur l'autre recommenceront lorsque les estimations de 2000 seront publiées.

¹⁴ Pour 1999, les exportations américaines de services ont totalisé 256 milliards de dollars US, tandis que les ventes que les sociétés affiliées à l'étranger d'entreprises américaines ont faites à des étrangers se montaient à 338,4 milliards de dollars US. *Survey of Current Business November 2001*, p. 49.

Tableau 1 Exportations transfrontalières de services, 1999

Type de service	Canada ¹⁵	É.-U. ¹⁶
Voyage	30 %	29 %
Transport	19 %	18 %
Autres services	51 %	53 %
Total	100 %	100 %

Dans quelles branches d'activité les ventes des sociétés affiliées à l'étranger prédominent-elles?

Environ 70 % des ventes ont été signalées dans trois branches d'activité.

Près de la moitié (48 %) des ventes ont été effectuées dans le secteur de la fabrication, tandis que la finance¹⁷ et les assurances signalaient 12 % des ventes, l'information et l'industrie culturelle les suivant de près, à 10 %. Le *Système de classification des industries de l'Amérique du Nord* (SCIAN) est utilisé pour la cueillette des FATS¹⁸.

Tableau 2 Distribution des ventes et de l'emploi par secteur d'activité

	Ventes Millions de \$	%	Emplois milliers	%
Agriculture, foresterie, pêche et chasse*	912	0,3	1	0,1
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz*	25 703	8,6	72	9,3
Services publics et construction*	6 824	2,3	9	1,2
Fabrication	143 313	47,7	384	49,7
Commerce de gros	12 460	4,1	19	2,5
Commerce de détail	3 404	1,1	6	0,8
Transport et entreposage	12 888	4,3	28	3,6
Information et industrie culturelle	30 455	10,1	73	9,5
Finance (à l'exclusion du secteur bancaire) et assurances	34 992	11,6	26	3,4
Services professionnels, scientifiques et techniques	2 952	1,0	17	2,2
Gestion de sociétés et d'entreprises	4 820	1,6	12	1,6
Autres services	21 687	7,2	125	16,2
Total	300 410	100	772	100

* Biens seulement : Les services sont inclus dans la catégorie « Autres »

¹⁵ *Le commerce international de services du Canada, 2000*, p. 76.

¹⁶ *Survey of Current Business, November 2001*, p. 64.

¹⁷ À l'exclusion du groupe 5221 du SCIAN : Inter médiation financière par le biais de dépôts.

¹⁸ Les entreprises ont été priées de se servir des codes à quatre chiffres du SCIAN pour identifier les principales activités de leurs entités étrangères. Les États-Unis utilisent le SCIAN pour mesurer les activités des sociétés affiliées des entreprises étrangères faisant affaire aux É.-U. (FATS de l'étranger) et commenceront bientôt à s'en servir pour mesurer les activités des sociétés affiliées des entreprises US faisant affaire à l'étranger (FATS à l'étranger). Il est de toute évidence important que les données canadiennes soient compatibles et comparables avec celles de cette source. Pour la déclaration d'autres données internationales, il faut un regroupement spécial de classes de la CITI rev.3 (Classification internationale type, par industrie). On prépare à l'heure actuelle une concordance entre le SCIAN et la CITI afin de faciliter l'adaptation aux catégories internationales, lorsque celle-ci est nécessaire.

Il est difficile de recueillir des estimations sur l'emploi dans les sociétés affiliées à l'étranger. L'enquête qui recueille des données sur les investissements directs à l'étranger (IDE) porte sur les postes financiers du bilan et l'état des résultats de la société affiliée à l'étranger. Dans la plupart des cas, le nombre d'emplois ne se trouve pas dans ces documents. Dans le cas des grandes multinationales, la société mère peut devoir obtenir ces estimations directement de chacune de ses sociétés affiliées à l'étranger.

Les sociétés affiliées d'entreprises canadiennes faisant affaire à l'étranger employaient 772 000 personnes en 1999. Il s'agit d'un nombre relativement faible, si on le compare au nombre total d'emplois au Canada, soit 14,5 millions¹⁹.

Les secteurs de la production de biens représentaient à peu près 60 % des ventes et des emplois, tandis que les fournisseurs de services en représentaient environ 40 %²⁰.

Tableau 3 : Producteurs de biens et fournisseurs de services

Branche d'activité	Ventes		Emplois	
	millions de \$	%	milliers	%
Producteurs de biens	176 752	59	466	60
Fournisseurs de services	123 658	41	306	40
Total	300 410	100	772	100

Producteurs de biens

La production de biens est dominée par les filiales à l'étranger du secteur de la fabrication, qui font état de 81 % des ventes et de 82 % des emplois.

Tableau 4 : Producteurs de biens

Branche d'activité	Ventes		Emplois	
	millions de \$	%	milliers	%
Fabrication	143 313	81,1	384	82,4
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	25 703	14,5	72	15,5
Services publics et construction	6 824	3,9	9	1,9
Agriculture	912	0,5	1	0,2
Total	176 752	100	466	100

Le secteur de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz arrive au deuxième rang des secteurs producteurs de biens pour ce qui est des ventes (14 %) et des emplois (15 %). Grâce à son expertise, le Canada a été historiquement un chef de file de l'exploitation des ressources naturelles partout dans le monde. Les entreprises canadiennes doivent se rendre là où se trouvent les richesses naturelles afin de les exploiter et pour que le pays conserve son avantage concurrentiel dans ce secteur traditionnellement important.

Fournisseurs de services

¹⁹ *Un coup d'œil sur le Canada, 2002*, Marché du travail 1999, Population active civile occupée, p. 13.

²⁰ La distinction entre les producteurs de biens et les fournisseurs de services dans les FATS à l'étranger canadiennes suit le modèle américain, à quelques exceptions près. Les FATS canadiennes classent les services publics dans les « biens » et le commerce de gros et de détail dans les « services »; la gestion de construction est incluse dans les « services » dans les statistiques canadiennes.

Les ventes des fournisseurs de services sont beaucoup plus diversifiées que celles des secteurs producteurs de biens. Quatre secteurs représentent 63 % des ventes que les fournisseurs de services ont déclarées : l'information et l'industrie culturelle, la finance, les assurances, et le transport et l'entreposage.

Tableau 5 : Fournisseurs de services

Branche d'activité	Ventes		Emplois	
	Millions de \$	%	milliers	%
Information et industrie culturelle	30 455	24,6	73	23,9
Assurances	18 333	14,8	7	2,3
Finance (sauf le secteur bancaire)	16 659	13,5	19	6,2
Transport et entreposage	12 888	10,4	28	9,2
Commerce de gros ²¹	12 460	10,1	19	6,2
Gestion de sociétés et d'entreprises	4 820	3,9	12	3,9
Commerce de détail	3 404	2,8	6	2,0
Services professionnels, scientifiques et techniques	2 952	2,4	17	5,6
Autres services	21 687	17,5	125	40,8
Total	123 658	100	306	100

Le secteur de l'information et de l'industrie culturelle représentait environ 25 % des ventes de services. Ce secteur comprend l'édition (y compris de logiciels), la production de films, de vidéos et d'enregistrements sonores, la radio et la télévision, les télécommunications, les services d'information et les services de traitement des données. Plusieurs de ces classes font partie du secteur en évolution rapide des TIC (technologies de l'information et des communications).

Les secteurs de la finance et des assurances combinés comptaient pour 28 % des ventes. Ces secteurs représentent la plus grande partie des investissements directs canadiens à l'étranger et font partie de ceux qui s'internationalisent de plus en plus. Le perfectionnement rapide des systèmes d'information et de télécommunication ainsi que la déréglementation des marchés financiers ont contribué à cette croissance. Bien que les exportations de services d'assurance, qui se sont chiffrées à 3,4 milliards de dollars en 1999, aient été une source importante d'exportations de services commerciaux, les ventes des sociétés affiliées à l'étranger appartenant au secteur de l'assurance (18,3 milliards de dollars) ont été le moyen de prédilection de l'offre de produits à l'échelle internationale. De nouveau, la proximité du consommateur et du fournisseur joue peut-être un rôle essentiel.

Le transport et l'entreposage interviennent pour 10 % des ventes des fournisseurs de services. Le transport comprend le transport par air, par chemin de fer, par eau et par camion, ainsi que le transport en commun, le transport terrestre de voyageurs et le transport de tourisme. Les services de transport incluent aussi le transport par pipeline et les services de messagerie.

²¹ Les ventes et les emplois du commerce de gros et du commerce de détail sont inclus dans le secteur des services. Le nouveau *Manuel des statistiques du commerce international des services** fait remarquer que, bien que dans le commerce de gros et de détail, on vende des biens, la production est définie comme un service, égal non à la valeur totale des ventes, mais à la marge commerciale réalisée sur les biens achetés pour la revente. À l'heure actuelle, les FATS canadiennes mesurent les ventes ou les recettes d'exploitation brutes de ces firmes plutôt que les marges commerciales. **Manuel des statistiques du commerce international des services* — en voie de publication par les Nations Unies, en collaboration avec l'OCDE, le FMI, la Commission européenne, la CNUCED et l'OMC, par. 4.49, p. 109.

Quel est le profil géographique de l'activité des FATS?

Tout juste un peu plus des deux tiers (68 %) des ventes provenaient de sociétés affiliées d'entreprises canadiennes faisant affaire aux États-Unis, qui fournissaient aussi 63 % de l'emploi des SAEPM.

Les ventes de sociétés affiliées d'entreprises canadiennes qui sont établies aux É.-U. se sont élevées à 203 milliards de dollars en 1999, et on estime à 484 000 le nombre de personnes qui travaillaient dans ces sociétés affiliées. À titre de comparaison, soulignons que, selon les toutes dernières statistiques américaines comparables²², les ventes des SAEPM canadiennes n'appartenant pas au secteur bancaire établies aux É.-U. étaient de 209 milliards de dollars et qu'elles employaient 536 000 personnes en 1999.

Tableau 6 : Distribution géographique

	Ventes		Emplois	
	Milliards de \$	%	Milliers	%
États-Unis	203	68	484	63
Royaume-Uni	19	6	55	7
Autres pays de l'U.E.	30	10	70	9
Autres pays de l'OCDE	15	5	45	6
Autres pays	33	11	118	15
Total	300	100	772	100

L'Europe (y compris le Royaume-Uni) et les autres pays de l'OCDE représentaient 21 % des ventes et 22 % des emplois. Les pays n'appartenant pas à l'OCDE représentaient, en proportion, plus d'emplois que de ventes. Lorsque les données géographiques seront disponibles à l'échelle des industries, il sera utile d'analyser ces résultats. De plus en plus de pays commençant à rassembler et à publier des FATS, il sera possible d'examiner des résultats bilatéraux ou régionaux comparables.

Prochaines étapes

La première diffusion des données sur les FATS pour 1999 fournit un niveau de détail par région géographique et classe accru. Elle offre également un aperçu des ventes des producteurs de biens et des fournisseurs de services, ce qui constitue un bon début pour l'élaboration de mesures pour les rapports de l'AGCS et les autres rapports internationaux. Elle établit aussi les bases des diffusions futures des FATS, qui viseront à accroître encore davantage le niveau de détail.

La prochaine diffusion des données des FATS sur les ventes et l'emploi pour l'année de déclaration 2000 devrait avoir lieu en 2002. L'objectif à long terme est de publier les données des FATS en même temps que celles du Bilan des investissements internationaux, c'est-à-dire 15 mois après la période de référence. Les données seraient ainsi diffusées plus rapidement et plus de possibilités d'établir des comparaisons avec d'autres données financières des sociétés affiliées à l'étranger seraient offertes aux intéressés.

²² *Survey of Current Business September 2001*, p. D-62.

Qualité des données

La couverture de la base de sondage des SAEPM n'appartenant pas au secteur bancaire, qui repose sur l'ensemble des entreprises ayant reçu le questionnaire, est qualifiée ailleurs d'« assez exhaustive ». (*La balance des paiements internationaux et le bilan des investissements internationaux du Canada : Concepts, sources, méthodes et produits*, 67-506-XPF, p. 102).

Les valeurs manquantes des réponses partielles ont été imputées à l'aide de modèles de régression déterministes. Les données des réponses complètes ont servi à la création et à la validation des modèles de régression. Aucune des données fournies par les répondants n'a été modifiée par des règles de mise en forme ou par imputation. Les valeurs manquantes n'ont pas été imputées si les données de l'année antérieure étaient disponibles et pouvaient être utilisées.

Chaque SAEPM non bancaire qui a répondu à l'enquête a été affectée d'un poids d'échantillonnage. Les poids d'échantillonnage ont rajusté les estimations des ventes totales et ont modifié à la hausse les estimations des ventes totales et des emplois. De cette manière, les estimations se rapprochent des totaux qui seraient obtenus si les données existaient pour les non-répondants et les répondants.

- Dans chaque branche d'activité, on a pondéré les répondants pour qu'ils représentent les non-répondants.
- La plus grande SAEPM répondante a reçu un poids de 1.
- Chaque branche d'activité a ses propres estimations et coefficients de variation.

Tous les résultats publiés par groupes de secteurs ont un coefficient de variation de 10 % ou moins. Étant donné les distributions fortement biaisées positivement des ventes et de l'emploi, la magnitude de ce seuil est raisonnable pour une enquête de cette dimension. De plus, il y avait suffisamment de réponses complètes dans chacun des groupes de secteurs pour que la méthode d'imputation expliquée ci-dessus puisse être utilisée. Pour ces raisons, la qualité de ces estimations est considérée au moins comme acceptable.

Annexe

Résumé des principaux concepts²³

Propriété

Les sociétés affiliées étrangères à participation majoritaire, c'est-à-dire les entreprises dont l'investisseur direct est propriétaire de plus de 50 % des actions comportant un droit de vote, constituent l'univers des FATS. Les variables économiques sont attribuées intégralement à un seul pays et ne sont pas divisées selon la propriété des actions.

Pays d'origine

La plupart des pays compilent des statistiques sur les investissements directs à l'étranger en suivant la 5^e édition du MBP²⁴, qui recommande que les statistiques du bilan des investissements directs soit affectées au pays investisseur ou à l'hôte immédiat. Par conséquent, étant donné la situation actuelle, l'hôte immédiat sera considéré comme la façon la plus pratique de produire des FATS. À long terme, la méthode du bénéficiaire effectif ultime est préconisée. Idéalement, les pays utiliseraient les deux manières pour satisfaire des besoins analytiques différents.

Classification – Produit ou industrie

L'AGCS exige que les renseignements sur les ventes de services effectuées par des sociétés affiliées à l'étranger utilisent le produit comme base. Toutefois, à l'heure actuelle, aucun pays ne peut arriver à recueillir suffisamment de données à ce niveau. Le nouveau *Manuel sur les statistiques du commerce international des services* recommande que les compilateurs utilisent, pour le moment, la branche d'activité ou l'activité économique. La classification du SCIAN est utilisée pour la collecte de l'activité de chacune des sociétés affiliées à l'étranger dans les FATS canadiennes.

Variables économiques

(i) Ventes ou recettes d'exploitation brutes

Il s'agit d'une des variables les plus importantes des FATS. Les entreprises sont priées de ne pas inclure le revenu d'investissements dans les recettes d'exploitation brutes, étant donné que celui-ci diffère sur le plan conceptuel des ventes. Des instructions particulières sont fournies aux banques, aux compagnies d'assurance et aux sociétés de portefeuille, la définition des ventes étant dans leur cas plus complexe.

(ii) Emplois

Les entreprises sont priées de faire état du nombre annuel moyen d'employés dans chacune de leurs sociétés affiliées à l'étranger.

²³ Résumé de *Statistiques du commerce des sociétés affiliées à l'étranger – Mesure de la mondialisation économique, Point de vue canadien — de la recherche à la réalité.*

²⁴ *Manuel de la balance des paiements*, 5^e édition, Fonds monétaire international, 1993.